

DIRECTION GENERALE

Le Conseil d'Administration de l'Établissement public foncier de Normandie réuni le 16 mars 2018 au Conseil Départemental de la Seine-Maritime à ROUEN, sous la présidence de M. Sébastien LECORNU, en présence de Mme la Préfète de la Région Normandie, de M. Philippe SIMEON-DREVON, Contrôleur Général Économique et Financier et de M. Patrick MOREL, Agent Comptable de l'EPF Normandie,

- VU** le décret n° 68-376 du 26 avril 1968 portant création de l'Établissement Public de la Basse-Seine, modifié par les décrets n° 77-8 du 3 janvier 1977, n° 2000-1073 du 31 octobre 2000 et n° 2004-1149 du 28 octobre 2004, n° 2009-1542 du 11 décembre 2009, n° 2014-1732 du 29 décembre 2014 et n° 2015-979 du 31 juillet 2015, l'ordonnance n° 2011-1068 du 8 septembre 2011 et le décret n° 2011-1900 du 20 décembre 2011,
- VU** la convention passée avec la Commune d'**AUMALE** le 25 novembre 2010, fixant les conditions d'acquisition et de revente à la Collectivité, de l'ensemble immobilier dénommé "Moulin Lambotte" et cadastré section **AS n°s 169, 171 et 172** pour 214 m².
- VU** l'avenant à la convention, en date du 25 novembre 2016, fixant une nouvelle date d'échéance de rachat au 30 juin 2017.
- VU** la demande de report de l'échéance de rachat formulée le 26 juillet 2017 par Madame le Maire d'AUMALE.
- SUR** les rapports et après avis défavorables de la Commission des Affaires Foncières et de la Commission des Affaires Financières,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ
D É C I D E

Sur la demande de report :

De refuser, à la Commune d'AUMALE (Seine-Maritime), le report des parcelles cadastrées section AS n°s 169, 171 et 172 pour 214 m².

La date contractuelle d'échéance de rachat est maintenue au **30 juin 2017**.

Sur les pénalités de report (Délibération du C.A. du 9 juillet 2012) :

"En cas d'avis défavorable du Conseil d'Administration, si l'échéance contractuelle n'est pas tenue, il sera appliqué une pénalité sur la période de dépassement de la date contractuelle de rachat jusqu'à la date de cession effective. Le taux d'actualisation sera porté à 5 % sur cette période dès le 1^{er} jour de dépassement ; la pénalité étant représentée par le montant généré par l'écart entre le taux majoré et le taux contractuel. Elle est recouvrée annuellement."

Le Président du Conseil d'Administration de
l'E.P.F. Normandie,

S. LECORNU

**l'Adjoint au Secrétaire Général
pour les Affaires Régionales
chargé du pôle "politiques publiques"**

Dominique LEPETIT

Le Directeur Général
de l'E.P.F. Normandie,

G. GAL

Délibération approuvée

A Rouen, le
La Préfète,

29 MARS 2018